

# Des élus socialistes contre center parcs

ÉDITORIAL

Vendredi 21 octobre 2016 / *Daniel Bordür*



*Sylvie Laroche*

Il y a des évolutions qui forcent le respect. Vice-présidente du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, la doloise Sylvie Laroche s'est déclarée lundi 17 octobre, au cours d'un café-débat de l'institution sur le thème de l'éthique en politique avec ses trois collègues jurassiens, opposée aux deux projets de center parcs de Poligny et du Rousset. Lors du précédent mandat, au même poste dans la région Franche-Comté, elle avait voté pour le principe du projet polinois. Elle explique aujourd'hui assumer ses convictions mûrement réfléchies jusqu'aux conséquences — on songe à un éventuel retrait de délégation — de sa revendication de « liberté d'expression et de vote » au sein de la majorité régionale.

Ce qui l'a fait changer d'avis, c'est l'examen des projets sous leurs aspects sociaux, environnementaux et financiers. Elle invoque la pression sur la ressource en eau, la proximité des deux sites, les emplois de « mauvaise qualité »... Sylvie Laroche est loin d'être isolée dans son camp. Les trois autres conseillers régionaux socialistes du Jura se sont également déclarés contre les projets. Cette opposition était attendue de la part de Valérie Depierre avec qui se sont longuement entretenus les opposants associatifs du Pic noir, et de Frédéric Poncet. Ce n'est pas nouveau pour Pierre Grosset qui avait, du temps de la région Franche-Comté, été le seul socialiste à s'être abstenu. Il ne faisait pas mystère alors que ce vote valait opposition et qu'ils partageait l'essentiel de ce que défendaient les élus écologistes, il y en avait alors, qui avaient voté contre.

Deux conseillers régionaux socialistes du Doubs ont également rejoint le camp du non aux center parcs via Facebook. Pour Luc Bardi, c'est « une aberration écologique, un modèle économique scandaleux, un projet touristique d'un autre temps, alors que notre nouvelle région regorge de pépites naturelles et culturelles à valoriser pour un tourisme, vert (forêts, prairies, cultures), bleu (lacs, canaux, rivières), blanc (neige) et gris (pierre sèche et patrimoine bâti). Elise Aebischer se « retrouve totalement dans le discours de [ses] collègues jurassiens ».

Ces prises de positions politiques sont évidemment en cohérence avec les travaux scientifiques, tant sur la connaissance du karst et des ressources en eau que sur l'évolution climatique. Selon une récente étude (<http://infoterre.brgm.fr/rapports/RP-65807-FR.pdf>) du BRGM (*Bureau de Recherches Géologiques et Minières*), la recharge en eau dans les réseaux sous-terrains d'ici 20 à 40 ans en Franche-Comté pourrait baisser de 5 à 25% en raison de ce changement.

D'autres élus régionaux, de gauche et de droite, nous ont déjà exprimé, plus prudemment, leurs doutes quant au bien fondé des projets, plus particulièrement celui de Poligny. Sans doute, attendent-ils eux aussi une occasion de le dire tout haut. Le député de la circonscription incluant Poligny, Jacques Pélissard (LR), discret sur le sujet, est selon plusieurs sources, loin d'être convaincu qu'un center parc soit un projet pour le Jura.

On peut certes se réjouir de voir se renforcer le camp des opposants à ces équipements inutiles, symboles de gaspillage d'argent public et de subventions à un groupe privé virtuellement sous contrôle d'un conglomérat chinois largement bénéficiaire. On note cependant que les réactions n'ont pas traîné. Le Dolois Jean-Philippe Lefevre, conseiller régional LR, rappelle l'engagement 42 du programme de Marie-Guite Dufay en faveur des center parcs, et fustige ces élus PS dont « l'engagement n'a aucune valeur une fois la moisson électorale passée ». Estimant que la majorité socialiste régionale est une « escroquerie », il s'avance quand même un peu hardiment en assurant que « les tenants et aboutissants des projets ne semblent pas avoir évolué depuis des mois ». On lui fera remarquer que la perspective de la prise de contrôle de Pierre et Vacances par HNA est une notable évolution du contexte économique-stratégique, et que l'étude du BRGM vient un peu plus au secours de l'exigence de précaution vis à vis de l'eau.

Marie-Guite Dufay a « confirmé » le soutien de la région aux projets « au nom de l'attractivité touristique, du développement économique et de l'emploi ». Elle laisse ouverte la porte à un possible revirement en soulignant « demeurer attentive (...) à la protection des milieux naturels » et à « l'équilibre du modèle économique ». Mais que sa position devient délicate à la tête d'une majorité dont la fragilité s'est vue dès le premier jour et qu'entretiennent des cultures politiques variant avec la géographie. Il est des évolutions qui forcent le respect, notamment quand elles sont fondées sur la connaissance scientifique et la perception du temps long. Ce faisant, celles-ci témoignent aussi d'une reconnexion d'élus de gauche avec une large part de leur base électorale. On verra si elles permettent de réconcilier, dans la durée, l'éthique de la conviction avec l'éthique de la responsabilité. La politique en a bien besoin.